



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DECONS AQUITAINE

Louens
1701 Route de Soulac
33290 Le Pian-Médoc

Références : 26-178
Code AIOT : 0005200601

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement DECONS AQUITAINE implanté Chemin de Vimeney 33270 Bouliac. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECONS AQUITAINE
- Chemin de Vimenev 33270 Bouliac
- Code AIOT : 0005200601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECONS AQUITAINE exploite sur son site sis Chemin de Vimenev, 33270 BOULIAC, des installations de récupération de métaux ferreux et non ferreux. Le site est localisé sur les parcelles cadastrales 14, 15, 16, 17, 19, section AB.

Les activités exercées sont les suivantes :

- dépollution et démontage de VHU ;
- tri, transit et regroupement de déchets de métaux ;
- tri, transit et regroupement de déchets de D3E (écrans, chauffe-eau, micro-ondes, four, etc.) : le site ne prend pas en charge les GEM F (gros électroménager froid de type réfrigérateur, etc.) ;
- tri, transit et regroupement de déchets dangereux (batteries) ;
- tri, transit et regroupement de déchets non dangereux (DIB, bois, etc.) ;
- collecte de déchets dangereux (batteries) et non dangereux (métaux ferrailles) apportés par le producteur initial ;
- traitement de déchets non dangereux (cisailage de métaux/ferrailles).

L'exploitation des installations est désormais encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2024.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entrepose et utilise les produits chimiques d'une manière qui limite les risques associés. Une amélioration est toutefois attendue concernant la manipulation et la gestion des égouttures, et dans la formalisation d'un état des stocks pour l'ensemble des produits entreposés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les produits chimiques utilisés sur site sont liés à la maintenance et au nettoyage des engins, ainsi qu'à la présence d'une installation de ravitaillement en carburant (GNR et gasoil). Les produits et leurs fiches de données sécurité (FDS) sont inventoriés et accessibles via l'outil informatique. Les travailleurs utilisant ces produits y ont accès sur simple demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS parcourues n'ont pas permis d'identifier de propriété de danger ou de recommandation particulière, excepté pour les liquides de refroidissement qui présentent une toxicité aiguë.</p> <p>Des mesures générales sont toutefois prises par l'exploitant pour limiter les risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • accueil sécurité (nouveaux arrivants, sous-traitants) ; • exigence du port systématique d'équipements de protection individuels (EPI) ; • exigence du port de gants lors de la manipulation de produits chimiques ; • matières absorbantes en stock et à disposition sur le site en cas de déversement, notamment présent au niveau du local moteur de la cisaille.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques sont entreposés dans une armoire de stockage en extérieur présentant des bacs de rétention intégrés suffisamment dimensionnés. Il a été observé que les travailleurs se</p>

servent directement depuis les GRV stockés dans l'armoire. L'exploitant explique faire vidanger les rétentions tous les mois. Pour autant, le sol devant l'armoire est imbibée d'huile qui est lessivée lors des épisodes pluvieux. Un nettoyage et une amélioration de la méthode de prélèvement est nécessaire.

Des graisses sont également entreposées au plus près de leur usage, dans le local moteur de la cisaille. Deux fûts ont été observés hors rétention.

Pour ce qui concerne les cuves enterrées de carburant, l'exploitant n'a pas su justifier de leurs caractéristiques, notamment le caractère "double-peau" tel que prévu par ailleurs par l'arrêté ministériel du 22/06/1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes.

Dans la zone où les véhicules stationnent pour le ravitaillement, le sol est très détérioré conduisant les égouttures et fuites à pouvoir s'infiltrer dans les sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour l'absence de rétention dans le local cisaille, dans la mesure où des capacités ont été vues disponibles sur site, le retour à une situation conforme doit être rapide et justifiée par la transmission de photographies.

Un nettoyage et une amélioration des conditions de prélèvements des produits chimiques au sein de l'armoire de stockage est à réaliser pour limiter les pollutions chroniques des eaux pluviales. La zone de distribution de carburant doit faire l'objet d'une rénovation afin d'en assurer l'imperméabilisation.

Ces points feront l'objet d'un prochain contrôle et pourront conduire à une mise en demeure sans amélioration notable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

L'armoire principale de stockage a ses rétentions compartimentées permettant d'organiser les produits selon leur éventuelles incompatibilités.

Il n'a pas été observé de produits incompatibles sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks par typologie de produits. La date du document (2021) et le contrôle sur site montre que ces éléments ne sont pas tenus à jour. Les stocks sont connus des travailleurs qui utilisent les produits au quotidien et déclenchent le réapprovisionnement au besoin.</p> <p>Compte-tenu de la nature des produits et des volumes de stockage, la formalisation de l'état des stocks peut s'en tenir au suivi des commandes. En revanche, il est nécessaire de connaître les lieux de stockage et leur capacité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la connaissance de ses stocks en formalisant les lieux de stockage et l'identification de leur capacité. Il justifie alors la mise en œuvre d'un processus d'édition d'état des stocks proportionné au rythme de consommation des produits. Les produits non utilisés sont évacués pour limiter le risque à la source.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours